

*L'économie*

de juin. Nous traversons la pire récession depuis les années 30. La publication des comptes nationaux, au mois d'août, a confirmé que le produit national brut avait fléchi de 2.1 p. 100 au deuxième trimestre de 1981. Les statistiques mensuelles ultérieures laissent à penser que l'économie est restée faible au troisième trimestre et a peut-être encore reculé de 1 p. 100, bien qu'il faille attendre encore plusieurs semaines pour connaître les chiffres des comptes nationaux.

Des signes permettent néanmoins de penser que la reprise économique s'amorcera pendant le trimestre en cours. L'inflation est en baisse. Ce mouvement s'est accéléré depuis la mise en place du programme de 6 et 5. Sur 12 mois, l'IPC a augmenté de 10.4 p. 100 en septembre contre 11.2 p. 100 en juin et 12.5 p. 100 en moyenne en 1981. Sur les trois mois terminés en septembre, la hausse mensuelle moyenne désaisonnalisée a été inférieure à six dixièmes de point. Cela contraste avec l'accroissement mensuel moyen de neuf dixièmes de point observé au cours des six premiers mois de 1982.

Cette modération de l'inflation, jointe à des perspectives d'amélioration durable, a permis aux taux d'intérêt de diminuer au Canada alors qu'ils s'orientaient à la baisse aux États-Unis. Le taux d'escompte est en baisse depuis 10 semaines d'affilée. Il se situe maintenant à plus de 5 points au-dessous de son niveau de la fin juin et à près de 10 points en-deça du sommet atteint en août 1981. Les autres taux d'intérêt ont emboîté le pas: les taux hypothécaires ont également baissé de 5 points depuis la fin de juin. Cela signifie que les mensualités à payer sur une hypothèque de \$50,000 amortie sur 25 ans, par exemple, ont diminué de près de \$200 par mois au cours de la même période. Cette détente des taux d'intérêt atténue les difficultés des entreprises et favorise la reprise économique.

Pour l'ensemble de 1982, on s'attend maintenant à un recul de 4.4 pour cent du PNB réel et à un taux de chômage moyen de 10.9 p. 100. Étant donné l'inflation rapide enregistrée au premier semestre, l'Indice des prix à la consommation augmentera probablement d'environ 10.9 p. 100 pour l'ensemble de 1982. Néanmoins, il s'oriente manifestement à la baisse, ce qui me fait espérer une inflation inférieure à 10 p. 100 dès le début de l'an prochain.

En 1983, la reprise devrait s'affirmer progressivement. On peut s'attendre à une croissance réelle d'environ 3 p. 100 l'an prochain. Un respect général du programme de 6 et 5 permettrait d'abaisser la hausse de l'IPC à un niveau moyen d'à peu près 7.5 p. 100 en 1983 et à environ 6 p. 100 vers la fin de l'année. Le solde de notre commerce extérieur, qui a déjà atteint des niveaux records cette année, devrait être encore plus favorable l'an prochain. La vigueur persistante de notre balance commerciale, jointe à la perspective d'une nouvelle détente des taux d'intérêt aux États-Unis, permettrait d'abaisser encore les taux d'intérêt au Canada, à mesure que le recul de l'inflation se confirmera.

• (1540)

*[Français]*

Le domaine le plus préoccupant pour 1983 sera le marché du travail. Je m'attends que la croissance de l'emploi reprenne bientôt. Le nombre des Canadiens au travail devrait augmenter de 2.5 à 3 p. 100 entre les trois derniers mois de 1982 et le dernier trimestre de 1983. Cependant, lorsque l'économie et l'emploi reprendront leur croissance, nombre de personnes qui

avaient quitté temporairement le marché du travail l'an dernier se chercheront à nouveau du travail. Par conséquent, la population active accusera elle aussi une progression rapide en 1983, alors que le taux de chômage ne baissera que graduellement. On peut escompter une diminution du taux de chômage durant 1983, lequel devrait à la fin de l'année être d'un peu plus de 11 p. 100; pour l'ensemble de 1983, cependant, il risque de dépasser légèrement les 12 p. 100.

Les perspectives du chômage restent donc extrêmement préoccupantes et elles exigent que des efforts constants soient déployés en vue d'améliorer la situation, d'aider les personnes qui en ont le plus besoin. C'est pourquoi j'annoncerai aujourd'hui un certain nombre de mesures qui s'ajouteront à la somme de \$1.4 milliard déjà réaffectée à ce secteur au cours des 12 derniers mois par le gouvernement.

On me permettra maintenant d'exposer à la Chambre la situation financière du gouvernement pour le dernier exercice et celui qui est en cours. Les comptes publics de l'exercice 1981-1982 viennent d'être déposés. Je dépose avec cet exposé l'état sommaire habituel des opérations du gouvernement pour les exercices 1981-1982 et 1982-1983. Les besoins financiers, opérations de change exclues, se sont élevés à \$8.3 milliards en 1981-1982, somme à peu près identique à l'estimation faite lors du budget de juin. Ce chiffre est inférieur de près de \$2 milliards à celui de 1980-1981. L'an dernier, le déficit budgétaire a été de \$13.6 milliards, dépassant d'environ \$1 milliard celui de l'exercice précédent. Le total des dépenses s'est établi à \$68.9 milliards, en hausse de 17.6 p. 100 par rapport à 1980-1981. La principale cause de cette forte augmentation a été le service de la dette publique, qui s'est accru de 42 p. 100. Les autres dépenses se sont élevées à \$53.7 milliards, une hausse de 12.2 p. 100. Les recettes budgétaires ont atteint \$54.1 milliards soit 19.1 p. 100 de plus qu'en 1980-1981.

En 1975, le gouvernement s'était engagé à limiter la hausse des dépenses fédérales aux taux de croissance tendancielle du PNB. De 1975-1976, exercice au cours duquel cet engagement a été pris, à 1980-1981, le total des dépenses est passé de 22.9 à 20.1 p. 100 du produit national brut. Les comptes publics révèlent qu'en 1981-1982 le total des dépenses a légèrement augmenté en proportion du PNB, passant à 20.8 p. 100. Je désire cependant signaler que cette augmentation est entièrement imputable à une hausse exceptionnelle et inévitable des dépenses d'intérêt. Abstraction faite des frais d'intérêt, le total des dépenses consacrées aux programmes de l'État a accusé une diminution constante, passant de 20.5 p. 100 du produit national brut en 1975-1976 à 16.4 p. 100 en 1980-1981 et à 16.2 p. 100 en 1981-1982. Ceux qui affirment que l'État a perdu la maîtrise de ses dépenses feraient bien de vérifier les chiffres des sept dernières années.

Mon prédécesseur avait signalé en juin que la situation financière du gouvernement en 1982-1983 s'était sensiblement dégradée par rapport à ce qui était prévu en novembre 1981, essentiellement à cause de la récession. Je dois indiquer aujourd'hui qu'un nouveau fléchissement de l'économie depuis juin a accentué cette détérioration. Le déficit budgétaire, estimé alors à \$19.6 milliards, est maintenant évalué à 23.6 milliards de dollars. Ce glissement est directement attribuable, pour environ 70 p. 100, à l'effet de la récession sur les recettes projetées.